

LA RECHERCHE SE RETROUSSE LES MANCHES

Comment concilier la pérennité économique de son exploitation avec les attentes de la société, sans remettre en cause les bassins d'emplois ? C'est le grand chantier des dix prochaines années.

ÉLEVAGE LAITIER EST À LA CROISÉE DES CHEMINS. Les années 2009 et 2010 ont montré aux producteurs la nécessité d'avoir des coûts de production en phase avec leurs voisins européens pour conserver les parts de marché français. Ce souci est-il conciliable avec la pression plus forte de leurs concitoyens pour des pratiques respectueuses de l'environnement ?

ENVIRONNEMENT : TROIS DÉFIS À RELEVER

➤ **Nitrates et phosphates :** les algues vertes sur le littoral breton stigmatisent les reproches de la société à l'encontre de l'élevage, toutes productions confondues. L'opinion publique a encore en tête la mort d'un cheval et le malaise de son cavalier en juillet 2009, causés par l'hydrogène sulfuré dégagé par les algues vertes qui prolifèrent dans le bassin-versant de La Lieue de Grève en Côtes-d'Armor (voir *L'Éleveur laitier* de juin 2009). L'émoi suscité a obligé l'État à lancer un plan « Algues vertes »



Développer l'autonomie alimentaire, réduire les dépenses énergétiques, mieux s'organiser pour travailler dans la sérénité sont des pratiques durables qui contribuent à abaisser les coûts.

(ramassage, changement des pratiques agricoles...) et l'Inra à faire des propositions pour les 170 exploitations laitières du bassin-versant (maximiser les surfaces en herbe, notamment par des échanges de parcelles, réduction des intrants...). Hors Bretagne, la pression existe aussi en zones vulnérables.

➤ **Gaz à effet de serre :** la lutte contre les gaz à effet de serre (GES) prend de l'ampleur. Par ses émissions de méthane en-

terique, l'élevage bovin est en première ligne. L'interprofession laitière a pris ce problème à bras-le-corps. Avec, dans sa poche, trois arguments de poids - le stockage de carbone par les prairies, le maintien de la biodiversité et l'entretien du territoire - le Cniel a investi les groupes de travail chargés de définir des indicateurs. La loi Grenelle 2, publiée le 13 juillet dernier, prévoit en effet une information du consommateur sur le contenu en équivalent carbone des produits et des emballages, et l'impact sur les milieux naturels. À savoir : l'eutrophisation des cours d'eau, l'écotoxicité et le maintien de la biodiversité. « Plutôt que se focaliser sur la seule empreinte carbone, la France a opté pour une approche multicritères, se réjouit Hélène Perennou du Cniel. Cela permettra à l'élevage laitier d'opposer aux émissions de méthane entérique, inhérentes aux bovins et qui représentent la moitié de ses GES, les services environnementaux qu'il rend à

la société. » Face à la complexité du problème, l'information du consommateur sera d'abord expérimentée durant au moins un an à partir du 1^{er} juillet 2011, sans préciser de date butoir ni de mode de communication (étiquetage des produits, par exemple). Ce flou laisse du temps à la filière laitière de s'y préparer. Néanmoins, ne nous faisons pas d'illusions. Le poids de l'effort demandé reposera essentiellement sur la production. Dans un rapport publié en mai dernier, la FAO estime sa contribution dans l'élaboration totale des produits laitiers à environ 80 % dans les pays industrialisés. Il y a fort à parier que les transformateurs proposeront des cahiers des charges en vue de leur réduction. Ils planchent chacun de leur côté pour établir un bilan carbone de leurs produits, sans en dévoiler les résultats.

➤ **Pesticides :** les dés sont déjà jetés. La loi 1 du Grenelle de l'environnement affiche la volonté de réduire l'usage des pesticides en agriculture, si possible de 50 % d'ici à 2018. Dans un colloque, le 28 janvier, l'Inra a indiqué que ce niveau serait difficile à atteindre, au risque de baisser significativement les rendements des cultures. En revanche, une réduction de 30 % est envisageable en modifiant les pratiques agronomiques (rotation allongée, date de semis...). Un dispositif de recherche coordonné Inra-instituts techniques-chambres d'agriculture-enseignement se met actuellement en place, un réseau de fermes-pilotes aussi

3 QUESTIONS À...

Anne Paul et Nicolas Destombes, TERRENA NUTRITION ANIMALE

« IL NOUS A FALLU DEUX ANS POUR ÉVALUER LE COÛT CARBONE DE LA PRODUCTION D'ALIMENT »

Pourquoi avez-vous évalué le coût carbone de la production d'alimentation animale ?

Anne Paul et Nicolas Destombes : « Il y a deux ans, dans le contexte du Grenelle de l'environnement, il a été décidé d'afficher des informations sur le coût environnemental des produits alimentaires à l'horizon 2011. Au même moment, Terrena a lancé une consultation auprès de ses adhérents afin de dégager des axes stratégiques. Elle a montré leur désir de s'engager vers le développement durable. Au niveau de la filière nutrition animale, nous avons donc commencé à travailler sur le bilan carbone de notre activité. Le Grenelle restait peu précis sur le type d'informations à indiquer sur les produits. Mais nous pensions que les gaz à effet de serre en feraient partie. Et puis, l'Ademe proposait une méthode d'évaluation de l'empreinte carbone. »

Où en êtes-vous aujourd'hui ?

A. P. et N. D. : « Nous avons regardé chaque étape, depuis la production des matières premières

jusqu'à la livraison des aliments chez les éleveurs. Nous nous sommes aperçus que la production des matières premières pèse bien plus lourd que le processus industriel ou le transport dans le coût carbone de nos produits, en raison de la fertilisation notamment. Pour les céréales produites chez nos adhérents, l'accès à l'information a été relativement simple. C'est beaucoup plus compliqué pour les produits importés, nos fournisseurs ne souhaitant pas toujours diffuser ce genre d'informations. Pour les coproduits que nous valorisons, et ils sont nombreux, se pose le problème de l'affectation du coût carbone : comment le répartir entre l'huile et le tourteau, par exemple ? Les choix peuvent peser très lourd dans le bilan final. Nous avons également évalué le coût carbone de la fabrication des aliments dans nos usines. Cela inclut à la fois les dégagements de gaz à effet de serre liés à la construction de l'usine et de ses équipements, et ceux qui sont engendrés par le processus lui-même. Au final, nous avons abouti à une quantification



« Chacun doit travailler à son niveau pour réduire le coût carbone des produits alimentaires. »

du coût carbone des aliments, que nous avons exprimée en notes. Ces notes vont de A pour les produits les moins coûteux à F pour ceux dont l'impact est le plus lourd. Depuis juillet, nous les affichons sur les aliments livrés. »

Quelle est la finalité de cette démarche ?

A. P. et N. D. : « Ce n'est qu'un début puisque l'aliment ne représente qu'une partie du coût environnemental des produits laitiers. Il faudra y ajouter les impacts autres que ceux liés aux effets de serre et prendre en compte l'ensemble du processus de production, depuis l'élevage jusqu'à la mise en rayon des produits alimentaires. On en est loin. D'ailleurs, le Grenelle avait tout d'abord prévu un affichage obligatoire en janvier 2011. Il a revu ses ambitions et cet affichage débutera à titre expérimental en juillet 2011. Car on manque encore de connaissances et de méthodologies communes pour tout

prendre en compte. À notre niveau, nous pouvons déjà améliorer plusieurs choses, dans la foulée des travaux d'évaluation. C'est un peu plus facile pour une coopérative car nous intervenons sur l'ensemble de la chaîne de production. Nous travaillons en amont sur les itinéraires techniques de production des céréales, afin de réduire l'emploi d'engrais et de produits phytosanitaires. Tous nos chauffeurs ont été formés à une conduite plus économe. Nous pourrions aussi choisir nos matières premières en fonction de leur coût carbone. Mais ce n'est pas si simple. En arrêtant notre bilan à la livraison de l'aliment chez l'éleveur, nous ne prenons pas en compte l'efficacité du produit. Sa faculté à être transformé en lait ou en viande n'intervient pas dans nos calculs, mais elle compte dans le coût carbone final du produit. Il n'est donc peut-être pas judicieux de jouer sur le choix des ingrédients. »

LE COÛT CARBONE DES ALIMENTS VIENT DES MATIÈRES PREMIÈRES

Source : Terrena



(voir p. 37). Là encore, en s'appuyant sur les prairies, très peu consommatrices de phytos, l'élevage laitier a une carte à jouer. Cela sera-t-il compatible avec l'agrandissement des

troupeaux qui, pour simplifier le travail, s'accompagne d'un recul du pâturage au profit des fourrages distribués ? Bref, les challenges à relever pour les quinze prochaines an-

nées sont nombreux. De quoi décourager les éleveurs qui ne sont pas encore sortis des tumultes de 2009. Qu'ils se rassurent : ces défis ne touchent pas le proche immédiat. Les

réponses à apporter en sont aux balbutiements. Et surtout, elles sont compatibles avec une baisse des coûts de production. « Bon nombre d'éleveurs sont déjà engagés dans ce

« Les éleveurs doivent prendre conscience des pratiques durables qu'ils mettent déjà en œuvre. »

●●● *processus sans en avoir conscience : valorisation des effluents, autonomie alimentaire, économies d'énergie, etc.* », observe Hélène Perennou. « Nous sommes au terme d'un mode de développement agricole qui a eu du succès, analyse de son côté Jean-Louis Peyraud, de l'Inra de Rennes. *L'accroissement des structures conduit aujourd'hui à des systèmes qui s'affranchissent de leur milieu. Le boom écologique qui traverse la société les acceptera-t-il encore longtemps ? De plus, l'élevage qui cohabite, aujourd'hui, avec d'autres activités économiques risque, demain, de se retrouver en concurrence. Les arbitrages se feront-ils en faveur ou au détriment du lait ? Pour éviter ces scénarios, il faut dès à présent réfléchir à des modes de production conformes aux attentes de la société, tout en répondant aux besoins technico-économiques des exploitations.* » Cette réflexion devra être menée de concert avec une autre plus globale sur la production laitière en France. Selon le niveau d'installations, l'Institut de l'élevage estime que le nombre d'exploitations variera entre 20 000 et 30 000 exploitations d'ici à 2035. Cela renvoie à des structures



Biodiversité, lutte contre l'écotoxicité, empreinte carbone... Les travaux de recherche des dix prochaines années visent à définir des indicateurs de durabilité pour les différents systèmes de production.

de 700 000 litres à 1,5 million de litres. « Ces tailles correspondent à 10 % des exploitations laitières françaises. Où se fera ce lait ? Dans l'Ouest qui concentre déjà la moitié de la production, comment atteindre ces niveaux sans "artificialiser" le milieu ? Il faudra bien s'attaquer à ces questions », estime-t-il.

VERS UNE AGRICULTURE PLUS AUTONOME SANS BAISSER LA PRODUCTION

Pour le chercheur, pas question de désintensifier la production si cela remet en cause les emplois liés au lait dans les bassins de production. « Avoir des pratiques plus conformes aux attentes de la société n'est pas synonyme de production ou de revenu à la baisse. » Selon

lui, le renchérissement du coût de l'énergie, les aides pour services rendus en discussion à Bruxelles pour l'après-2013, les appels pour des programmes de recherche européens annoncent une agriculture plus autonome. « Ce ne sera pas forcément à l'échelle de la ferme mais d'un territoire à partir de productions complémentaires. » Face à ces défis économiques et environnementaux, les petites structures familiales (150 000 à 250 000 l selon les régions) auront-elles encore leur place dans les dix à vingt prochaines années ? « Oui, répond Benoît Dedieu, de l'Inra de Clermont-Ferrand, car elles sont plus résistantes aux aléas du marché que les exploitations restructurées, avec des charges de

structure élevées. » À condition de leur apporter des réponses appropriées. Fortement ancrées dans leur territoire, elles sont bien souvent pluriactives, soit par le travail salarié de la conjointe, soit via l'éleveur lui-même.

DURABLE AUSSI GRÂCE À L'ORGANISATION DU TRAVAIL

« Des formules de travail simplifiées comme la délégation de l'alimentation à une Cuma, la monotraite, des échanges de parcelles pour un pâturage optimisé leur donneront autant de perspectives qu'à des structures plus importantes qui favoriseront l'automatisation du travail ou l'embauche d'un salarié. »

La recherche se met actuellement en branle pour imaginer les systèmes du futur. Dans l'Ouest, le projet « Laitop » s'attaque à identifier les atouts et les faiblesses de la région face à ses concurrents européens, à lever les freins psychologiques et techniques pour plus d'herbe dans les régimes fourragers, à définir sous quelles conditions les systèmes peuvent évoluer (prim'holstein ou race mixte, lactations longues ou non...). En Auvergne, le projet « Prairies AOC » compare la valorisation intensive et extensive des prairies en termes d'économie, de charges de travail et de biodiversité. En mars, la recherche, les interprofessions d'élevage, les chambres d'agriculture et l'enseignement sont passés à la vitesse supérieure en créant le GIS « Élevages demain » pour coordonner et mutualiser les travaux des dix prochaines années. « L'objectif final est de définir des indicateurs d'évaluation des performances économiques, sociales, environnementales et territoriales des systèmes de production, et d'identifier les plus innovants, dit René Beaumont, de l'Inra de Clermont-Ferrand. Cela donnera aux éleveurs les outils pour agir sur leur système, et aux décideurs les informations pour impulser des orientations. »

■ CLAIRE HUE

L'EXPÉRIMENTATION DE...



LUC DELABY, de l'Inra de Rennes (Ille-et-Vilaine)

« LA FIN DU MODÈLE UNIQUE PRIM'HOLSTEIN-MAÏS »

Entre 2001 et 2005, l'Inra du Pin aux Haras a suivi l'impact de quatre stratégies alimentaires sur des troupeaux prim'holsteins et normands : régime hivernal de bas ou haut niveau, combiné à un pâturage de sept mois avec ou sans concentré. Dans le contexte de 2005-2006 – un prix de base du lait à 270 €/1 000 l et le

blé à 91 €/t – les revenus disponibles diffèrent peu pour cette exploitation de 55 ha et 250 000 l : pas plus de 3 500 €/UTA. En 2007-2008, selon les réseaux d'élevages, tous les systèmes profitent de la hausse du prix du lait et des céréales. Néanmoins, ceux privilégiant les performances par vache élevées en prim'holstein et normande

dégagent environ 10 000 € de plus que les stratégies basses. Plus réactifs à la hausse, ils le sont aussi plus à la baisse tandis que les stratégies holsteins ou normandes intermédiaires sont stables. Ce suivi indique aussi qu'une palette de solutions existe pour être en adéquation avec une agriculture durable sans baisse de production. »